

La recherche fondamentale - un luxe inutile?

Autor(en): **Hertig, Hans Peter**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(2002)**

Heft 54

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-553972>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Dr. Hans Peter Hertig est
secrétaire général
du Fonds national suisse de
la recherche scientifique



La recherche fondamentale – un luxe inutile?

La recherche fondamentale helvétique compte encore parmi les meilleures du monde. Classée en fonction du nombre de citations de publications scientifiques, la Suisse occupe la deuxième place. Des signes clairs montrent toutefois qu'elle perd du terrain : l'écart avec les USA, numéro un dans ce domaine, s'est nettement creusé et l'avance sur les suivants – la Grande-Bretagne et les Pays-Bas – est ténue.

«La recherche fondamentale ne vise pas directement des objectifs lucratifs et n'entend pas apporter des solutions toutes faites à la société. Elle est presque un luxe», pourriez-vous objecter. Alors pourquoi se faire du souci? Parce que les investissements dans la recherche fondamentale génèrent en fait de la plus-value économique. De nombreuses études comparatives effectuées sur le long terme l'ont démontré¹. Les percées scientifiques les plus considérables ne sont par ailleurs pas nées de réflexions utilitaires, mais de la recherche indépendante et de ses espaces de liberté. De plus, la liberté de recherche remplit une autre fonction qu'il ne faut pas sous-estimer: elle offre un terrain idéal aux jeunes chercheurs qui peuvent ainsi acquérir les qualités indispensables à une recherche de qualité: la curiosité, la créativité et l'originalité.

En d'autres mots: une recherche fondamentale de qualité n'assure certes pas directement la prospérité économique ni un niveau de vie élevé, mais elle constitue la base nécessaire pour atteindre avec succès ces objectifs.

Comme c'est souvent le cas, cette perte de terrain de la Suisse est due à un problème d'argent. La part de 2,7% du PNB qui est consacrée à la recherche paraît relativement élevée, mais cette proportion stagne, alors que d'autres pays accroissent leurs dépenses qui se situent actuellement en partie nettement au-dessus de 3% (Suède, Finlande, Japon). L'UE souhaite également augmenter le budget moyen de la recherche de ses Etats mem-

bres à 3% du PNB d'ici 10 ans. En Suisse, c'est notamment l'effort fourni par les pouvoirs publics qui est inférieur à la moyenne; pire: il a même tendance à baisser. Alors que la Confédération a consacré environ 8% de ses dépenses à l'éducation et à la recherche au cours des années 80 et au début des années 90, ce chiffre est aujourd'hui inférieur à 7%.

La recherche fondamentale a tout particulièrement pâti de ce recul. Au début des années 90, elle a encore bénéficié des trois quarts des fonds mis à disposition par la Confédération pour le financement de projets de recherche, mais aujourd'hui elle n'en touche plus que la moitié – au profit de la recherche orientée et appliquée qui est encouragée par les programmes-cadres de l'UE, par la Commission pour la technologie et l'innovation,

les Programmes prioritaires ou les Pôles de recherche nationaux.

Sans vouloir mettre en question la valeur de ces investissements, cette évolution a néanmoins des conséquences inquiétantes pour la recherche fondamentale. La demande de fonds pour la recherche a augmenté deux fois plus vite que l'offre. Le FNS a ainsi été contraint de réduire les montants alloués aux projets, afin de ménager de jeunes groupes de recherche, encore mal établis. Le montant moyen par projet ne tient ainsi plus la comparaison au niveau international. Il s'élève à environ 100 000 francs par an, alors qu'un projet de la National Science Foundation américaine peut compter, en moyenne annuelle, sur le double de ce montant, malgré un niveau des salaires inférieur.

C'est pourquoi le FNS se fixe pour les prochaines années une priorité claire: l'encouragement de la recherche fondamentale libre. Il propose au Conseil fédéral et au Parlement d'augmenter la contribution fédérale qui lui est versée de plus de 80% d'ici 2007². Pour le groupe international d'experts qui a évalué le FNS au cours de l'automne dernier sur mandat du Département fédéral de l'intérieur, son budget devrait même au moins être doublé. Par rapport à cela, les revendications du FNS sont donc modestes.

¹ Par ex. E. Mansfield, *Academic Research and Industrial Innovation*, Research Policy, 20, 1991 ou B. Smith/C. Barfield, *Technology, R+D and the Economy*, 1996.

² Le budget annuel actuel du FNS s'élève à 400 millions de francs.

H.P.H.